

# Plan de travail et ressources pour la période 2015-2016

Tableau 1

Plan de travail et ressources pour la période 2015-2016

Domaine	Activités et pays chefs de file/d'appui	Ressources financières extrabudgétaires (en espèces et en nature, en dollars É.-U.)	Ressources humaines inscrites au budget ordinaire ou relevant des ressources extrabudgétaires, en mois de travail d'administrateur [P] et d'agent des services généraux [G] du personnel du secrétariat pour réaliser les activités prévues	
			P	G
<b>I. Activités visant à réaliser les objectifs de la Stratégie à long terme au titre de la Convention (autres que les activités d'assistance)</b>				
Participation des Parties et autres parties prenantes	Communication ciblée (lettres d'information, communiqués de presse, brochures, site Web, promotion d'une formation en ligne sur les accidents industriels, dessins animés et film sur la Convention, participation à des forums)	15 000		
	Visites de travail et réunions de haut niveau dans les États parties	9 000		
	Visites de travail auprès d'autres parties prenantes	6 000		
<b>Total partiel</b>		<b>30 000</b>	<b>5,0</b>	<b>2,0</b>
Échange d'informations	Échange de données d'expérience et de bonnes pratiques entre les Parties <sup>a</sup> , pour encourager l'organisation continue d'exercices bilatéraux de préparation	30 000		
	Orientations pour l'application de la Convention, s'agissant de l'annexe I modifiée sur les substances dangereuses aux fins de la définition des activités dangereuses <i>Pays chef de file</i> : Norvège	30 000		
	Activités de sensibilisation à la sécurité industrielle dans les universités (suivi de projet pilote à l'école d'été de Perm, Fédération de Russie, éventuellement en association avec la Stratégie de la CEE pour l'éducation en vue du développement durable) <i>Pays chef de file</i> : Allemagne	90 000		
<b>Total partiel</b>		<b>150 000</b>	<b>4,0</b>	<b>1,0</b>
Partenariats stratégiques	Échange de bonnes pratiques sur la sécurité et l'aménagement du territoire; élaboration d'orientations sur la sécurité et l'aménagement du territoire (en association avec le Protocole de la CEE relatif à l'évaluation stratégique environnementale et en coopération avec le Comité CEE de l'habitation et de l'aménagement du territoire) <i>Organisation chef de file</i> : Banque européenne d'investissement de l'Union européenne <sup>b</sup>	35 000		
	Activités destinées à sensibiliser aux risques liés à un optimisme excessif, à assurer la prévention et à maintenir un niveau élevé de sécurité, en collaboration avec des partenaires <i>Pays chef de file</i> : Finlande	50 000		
	Publication et promotion de la liste de points à vérifier ou de la méthode à utiliser en vue d'harmoniser la planification d'urgence en cas d'accidents pouvant avoir des incidences sur les eaux transfrontières et de l'appliquer <i>Pays chef de file</i> : Suède	20 000		
	Réunions avec les organisations partenaires pour coordonner les activités communes	30 000		
<b>Total partiel</b>		<b>135 000</b>	<b>15,5</b>	<b>2</b>
Financement	Réunions de donateurs et visites bilatérales <i>Appui</i> : Bureau	15 000		

Domaine	Activités et pays chefs de file/d'appui	Ressources financières extrabudgétaires (en espèces et en nature, en dollars É.-U.)	Ressources humaines inscrites au budget ordinaire ou relevant des ressources extrabudgétaires, en mois de travail d'administrateur [P] et d'agent des services généraux [G] du personnel du secrétariat pour réaliser les activités prévues	
			P	G
<b>Total partiel</b>		<b>15 000</b>	<b>1,0</b>	<b>0,5</b>
Service de réunions d'organismes intergouvernementaux et de groupes d'experts	Neuvième réunion de la Conférence des Parties	80 000		
	Réunions du Bureau (4 selon estimation)	20 000		
	Réunions du Groupe de travail de l'application (4 selon estimation)	20 000		
	Réunions du Groupe de travail du développement de la Convention <sup>c</sup> (3 selon estimation)	60 000		
	Fourniture de conseils juridiques concernant la rédaction d'amendements	30 000		
	Réunions du Groupe mixte d'experts (2 selon estimation)	15 000		
	Consultation afin de permettre aux points de contact d'examiner l'efficacité du Système de notification des accidents industriels de la CEE et de débattre des mesures de préparation et d'intervention en vue de réduire les risques de catastrophe (éventuellement en coopération avec l'Union européenne)	45 000		
	<b>Total partiel</b>	<b>270 000</b>	<b>18,0</b>	<b>9,0</b>
<b>Total de la section I</b>		<b>600 000</b>	<b>43,5</b>	<b>14,5</b>

## II. Activités d'aide aux pays d'Europe orientale et du Sud-Est, du Caucase et d'Asie centrale

Programme d'aide <sup>d</sup>	Activités au titre de la phase préparatoire (par exemple en Bosnie-Herzégovine <sup>e</sup> , au Monténégro <sup>e</sup> et au Turkménistan) <sup>f</sup>	210 000 (indicatif)		
	Activités au titre de la phase d'exécution, faisant suite à un plan d'action approuvé par le Bureau (par exemple en Géorgie <sup>g</sup> , Serbie <sup>e</sup> , ex-République yougoslave de Macédoine <sup>e</sup> et Ouzbékistan <sup>e</sup> ) <sup>h</sup>	400 000 (indicatif)		
	Ateliers ou réunions sous-régionaux de suivi et de formation sur les auto-évaluations réalisées et les plans d'action élaborés par les pays bénéficiaires	90 000 (estimation)		
	Projet relatif au delta du Danube en matière de gestion des risques, auquel participent la République de Moldova, l'Ukraine et la Roumanie ( <i>suite</i> ) <i>Pays chef de file</i> : Allemagne	50 000 (estimation)		
	Projet relatif au delta du Danube en matière de gestion des crises, auquel participent la République de Moldova, l'Ukraine et la Roumanie ( <i>suite</i> ) <i>Pays chefs de file/d'appui</i> : Finlande, Pays-Bas	100 000 (estimation)		
	Deux missions consultatives	20 000		
	Activités de renforcement des capacités en vue de la mise en œuvre de l'annexe I modifiée dans les pays d'Europe orientale <sup>i</sup> et du Sud-Est <sup>e</sup> , du Caucase <sup>g</sup> et d'Asie centrale, dans le cadre de trois ateliers sous-régionaux sur la gestion des substances chimiques et sur l'identification et la notification des activités dangereuses, en coopération avec des partenaires, notamment la Division des transports de la CEE en tant que garant du SGH <i>Pays chefs de file</i> : Allemagne Norvège	186 500 (estimation)		

Domaine	Activités et pays chefs de file/d'appui	Ressources financières extrabudgétaires (en espèces et en nature, en dollars É.-U.)	Ressources humaines inscrites au budget ordinaire ou relevant des ressources extrabudgétaires, en mois de travail d'administrateur [P] et d'agent des services généraux [G] du personnel du secrétariat pour réaliser les activités prévues	
			P	G
Autres activités d'aide	<p>Activités concernant la gestion des risques dans les installations de gestion des résidus (par exemple, en Arménie et en Ukraine), y compris au niveau sous-régional</p> <p><i>Pays chef de file</i> : Allemagne</p> <p>Activités du Groupe mixte d'experts pour étayer l'utilisation/application des Lignes directrices en matière de sécurité et des listes des points à vérifier établies sur les auspices du Groupe et apporter une aide pour l'organisation d'ateliers, de séminaires et d'exercices</p>	270 000		
<b>Total de la section II</b>		<b>1 326 500</b>	<b>36,5</b>	<b>15,5</b>
<b>III. Autres activités du secrétariat<sup>i</sup></b>			<b>4,0</b>	<b>2,0</b>
<b>Total des activités (sect. I+II+III)</b>		<b>1 926 500</b>	<b>84,0</b>	<b>32,0</b>

Abréviation : SGH = Système général harmonisé de classification et d'étiquetage des produits chimiques de l'ONU.

- <sup>a</sup> Si les échanges de données d'expérience et de bonnes pratiques ont lieu dans le cadre de la réunion de la Conférence des Parties, les incidences en termes de coût seront moindres.
- <sup>b</sup> Des cofinancements pourraient être demandés par le biais du Comité du logement et de l'aménagement du territoire de la CEE et du Protocole à la Convention sur l'évaluation de l'impact sur l'environnement dans un contexte transfrontière, relatif à l'évaluation stratégique environnementale.
- <sup>c</sup> Comprenant une aide financière pour les représentants des Parties, dans la limite de trois réunions à participation non limitée, conformément à la décision de la Conférence des Parties visant à faciliter la participation d'experts et de représentants des pays en transition.
- <sup>d</sup> Les activités au titre du Programme d'aide se font en fonction des demandes. Leur exécution dépend de la présentation d'auto-évaluations, de plans d'action et de propositions de projets par les pays bénéficiaires ainsi que des ressources financières disponibles pour leur exécution. Le Groupe de travail de l'application évalue les demandes d'assistance sur le fond et le Bureau prend la décision d'approuver des activités en fonction des fonds disponibles.
- <sup>e</sup> Cette activité peut être menée dans le cadre du projet relevant de l'Initiative Environnement et sécurité et visant à remédier aux risques pour l'environnement et la sécurité grâce à la coopération en Europe du Sud-Est.
- <sup>f</sup> Le coût des activités d'aide dans le cadre de la phase préparatoire est estimé à 70 000 dollars É.-U. par pays.
- <sup>g</sup> Cette activité peut être menée dans le cadre du projet relevant de l'Initiative Environnement et sécurité et visant à aider la Géorgie à adhérer à la Convention de la CEE sur les effets transfrontières des accidents industriels et à renforcer l'application de la Convention dans le sud du Caucase.
- <sup>h</sup> Le coût des activités d'aide dans le cadre de la phase d'exécution est estimé à 100 000 dollars É.-U. par pays. Les activités sont répertoriées sur la base des indications concernant les besoins des pays reçues par le secrétariat de la CEE.
- <sup>i</sup> Cette activité peut être menée dans le cadre du projet relevant de l'Initiative Environnement et sécurité et visant à renforcer la sécurité industrielle et la coopération transfrontière en Europe orientale.
- <sup>j</sup> Les autres activités du secrétariat sont notamment des activités de gestion financière et autres, ainsi que des mesures administratives nécessaires pour assurer le fonctionnement du Groupe de la sécurité industrielle de la CEE. Il s'agit également de l'établissement de rapports sur des questions de fond et administratives intéressant le secrétariat de la CEE.

Tableau 2  
**Ressources totales pour la période 2015-2016**

<i>Postes/activités</i>	<i>Montant en dollars É.-U.</i>
Activités visant à assurer la mise en œuvre de la Stratégie à long terme au titre de la Convention (autres que les activités d'aide)	600 000
Activités d'aide aux pays d'Europe orientale et du Sud-Est, du Caucase et d'Asie centrale	1 326 500
Personnel :	
Administrateurs, budget ordinaire (21 mois de travail)	<i>a</i>
Agents des services généraux, budget ordinaire (21 mois de travail)	<i>a</i>
Administrateurs, ressources extrabudgétaires (42 mois de travail)	810 888
Administrateur, ressources extrabudgétaires (financement au titre du fonds d'affectation spéciale assuré jusqu'à fin octobre 2015) (21 mois de travail)	325 440
Agents des services généraux, ressources extrabudgétaires (11 mois de travail)	
<b>Total</b>	<b>3 202 828</b>

*Note* : Un poste (administrateur ou agent des services généraux) équivaut à vingt et un mois de travail par période biennale. En termes de ressources humaines, la mise en œuvre du plan de travail nécessite donc trois postes d'administrateurs et un poste d'assistant de programme (services généraux) supplémentaires financés sur les ressources extrabudgétaires pour un an ou deux ans sur la base du principe d'une participation aux coûts. À sa vingt-cinquième réunion, en juin 2013, le Bureau a décidé d'examiner les ressources extrabudgétaires prévues pour la dotation en personnel du secrétariat en 2015. L'estimation des ressources en personnel ci-dessus se fonde sur les taux standards de l'ONU.

<sup>a</sup> Mis à disposition au titre du budget ordinaire de l'ONU.

Tableau 3  
**Liste des activités dont la mise en œuvre nécessitera des ressources supplémentaires pour la période allant jusqu'à la neuvième réunion de la Conférence des Parties**

<i>Domaine</i>	<i>Activités et pays chefs de file/d'appui</i>	<i>Ressources financières extrabudgétaires (en espèces et en nature, en dollars É.-U.)</i>
Partenariats stratégiques	Diffusion du guide méthodologique sur l'évaluation des risques et action de sensibilisation le concernant, en collaboration avec des partenaires, par exemple dans le cadre d'un séminaire de suivi en ligne, en coopération avec le Centre commun de recherche de l'Union européenne <i>Pays chefs de file/d'appui [À déterminer]</i>	15 000
Programme d'aide (Échange d'informations) <sup>a</sup>	Élaboration de modules de formation (notamment de modules de formation des formateurs, de manuels, de documents d'orientation, d'outils d'apprentissage en ligne et interactifs) sur la mise en œuvre de la Convention et ses liens avec d'autres instruments juridiques, notamment sur les arrangements institutionnels et les mécanismes de coordination, l'information et la participation du public, ainsi que l'aménagement du territoire (éventuellement en coopération avec l'Union européenne)	400 000
<b>Total</b>		<b>415 000</b>

<sup>a</sup> Cette activité relèverait du « Programme d'aide » ou de l'« Échange d'informations » en fonction de son champ d'application. Le budget prévisionnel est estimé sur la base de l'élaboration de matériels de formation destinés spécifiquement aux pays d'Europe orientale et du Sud-Est, du Caucase et d'Asie centrale. Le champ d'application pourrait être élargi pour répondre aux besoins de toutes les Parties, avec les incidences budgétaires correspondantes.